

**MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
(MPCE)**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PLANIFICATION DU NORD

Rapport sur le Processus Participatif Départemental

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION
DE LA PAUVRETE (DSNCRP)**

Cap-Haïtien, 13,14 juin 2007

SOMMAIRE

I. MISE EN CONTEXTE ET METHODOLOGIE

- I.1 Phase préparatoire
- I.2 Phase exécutoire

II. ORGANISATION DES ATELIERS ET THEMES ABORDES

- II.1 Modalités, fréquence et lieu des consultations
- II.2 Principales questions évoquées et point de vue des participants
- II.3 Evaluation de la satisfaction des participants
- II.4 Impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP
- II.5 Examen du rôle de la Société Civile
- II.6 Désignation des représentants au Forum National

III. COMMENTAIRES

IV. ANNEXES TABLEAUX

Annexe I

Rapport Groupe 1 : Atelier Diagnostic Socioéconomique du Département du Nord

Annexe II

Rapport Groupe 2 : Atelier Diagnostic de la pauvreté dans le Département du Nord

Annexe III

Tableaux

- 3.1 Tableau 1 : Répartition du nombre des participants par commune pendant les deux jours d'ateliers
- 3.2 Tableau 2 : Distribution du nombre de participants par atelier
- 3.3 Tableau 3 : Distribution du nombre des Représentants des Mairies et CASECS par commune pendant les deux jours

I- MISE EN CONTEXTE ET METHODOLOGIE

I.1 Phase préparatoire

Pour assurer l'effective participation de toutes les parties prenantes (influentes et/ ou importantes) dans les ateliers participatifs sur le DSNCRP un ensemble d'activités préalables a été réalisé :

a) Elaboration de document de support.

Un document de support, adapté au processus participatif, reprenant les principales caractéristiques physiques et géographiques du département, les aspects socioéconomiques, les contraintes, les atouts et potentialités, les axes d'intervention et les actions à entreprendre, a été élaboré comme guide de réflexion et d'orientation des ateliers. Ce document devait aussi servir aussi de support de collecte d'observation et de contribution des participants à la formulation de la composante départementale du DSNCRP.

b) Réunion d'information et de sensibilisation avec le Délégué et les Directeurs Départementaux et Exposés au niveau de la Table de Concertation Départementale.

Une réunion d'information et de sensibilisation a été réalisée avec le Délégué Départemental, ainsi qu'au niveau certains Directeurs Départementaux (SNEP, Education, Santé, MARNDR, etc.) Pour leur informer de l'initiative, la méthodologie adoptée, les enjeux du DSNCRP et aussi trouver leur collaboration et engagement dans la tenue des ateliers comme modérateurs et animateurs. Cette réunion avait pour but aussi d'analyser avec eux les principaux éléments présentés dans le document de support.

Au niveau de la Table de Concertation Départementale (TCD), le processus et le contexte du DSNCRP était toujours inscrit à l'ordre du jour. Des exposés ont été effectués aux membres de la Table, sur le pourquoi de la démarche, le processus participatif par rapport aux échéanciers, et à maintes reprises par le Directeur Départementale de la Planification a intervenu sur les différentes phases et étapes du processus.

Des rencontres moins formelles prenant la forme de conseils, de demande d'avis, de renseignements ont été réalisées avec différentes parties concernées.

c) Réunions avec le personnel de la Direction Départementale de la Planification Nord (DDPN)

Plusieurs rencontres de planification ont été réalisées avec le personnel de la DDPN, d'abord pour leur informer de l'initiative et aussi pour leur impliquer dans les différents niveaux du processus, surtout dans la tenue des ateliers. Il lui fut assigné les tâches d'accueil, d'identification et l'enregistrement des participants.

d) Autres préparatifs

Une liste d'invités a été établie sur la base de leur importance, leur influence dans le processus et leur représentativité dans le département. Plus de deux cents (200) invitations ont été lancées par internet et par des lettres traditionnelles à travers la délégation pour atteindre les communes et aussi par le dispositif de la DDPN.

La logistique des ateliers, en termes de location de services : local, nourriture, reproduction de documents, préparation de chemises pour les participants et pour les modérateurs, calcul du montant des frais de transport aux Maires et Casecs, programme des deux journées (horaire, interventions), a été effectuée.

Pour informer le grand public de l'initiative une campagne de sensibilisation a été mise sur place à travers des banderoles déployées dans les principales artères de la ville du Cap-Haitien et, des spots publicitaires enregistrés et diffusés dans au moins 4 stations de radios à large écoute dans le Département (Nirvana, Vision 2000,KB, Venus FM).

I.2 Phase exécutoire

Les participants ont commencé à arriver à 8:00 comme prévu, l'enregistrement donne un ensemble de 170 inscrits sur 200 invités au cours de la première journée, et 147 au cours de la deuxième journée, soit respectivement 85% et 73% de participations. La grève des transporteurs en commun à la date de la tenue des ateliers a en quelque sorte limité le nombre de participants. Certains Maires n'ont pas pu faire le déplacement, on a dénombré un ensemble de 7 maires titulaires au premier jour et de 11 maires titulaires au second jour, mais toutes les communes ont été représentées par un nombre de participants significatifs (Voire tableau en annexes).

Des chemises contenant le programme, le profil départemental de la pauvreté, les formulaires (questionnaire- guide de participation, adhésion au diagnostic départemental sur la pauvreté et identification des associations/organisations de base participantes), leur sont distribuées à l'accueil.

II- ORGANISATION DES ATELIERS ET THEMES ABORDES

II.1 Modalités, fréquence et lieu des consultations

II.1.1 Modalités

Lieu et Date : Les ateliers ont été organisés les 13 et 14 juin à Vagamer, Cap-Haitien. Ces dates ont été retenues en concertation avec la Délégation du Nord par rapport à un ensemble d'activités planifiées dans le département sous le label « **Juin 2007 : Mois de planification stratégique et de relance économique** ». L'endroit a été choisi par rapport à sa facilité d'accès et sa popularité, il n'y a pas moyen de se perdre.

Déroulement des deux journées

Propos de bienvenue par le Directeur Départemental de la Planification Nord, M. Axnick Woody Paul

Discours d'ouverture des sessions par le Délégué Départemental du Nord, M. Georgemin Prophète

Mots circonstanciés par le président de la chambre de commerce, des industries et des professions du Nord CCIPN, M. Malherbe Dorvil

Présentation 1 : Processus d'élaboration du DSNCRP, M. Claude Grand Pierre, Conseiller Technique Spécial, MPCE

Présentation 2 : Diagnostic Socio-économique du Département par le Directeur de Planification Nord

Présentation 3 : Diagnostic Départemental de la Pauvreté : accès aux services de base, M. Claude Grand Pierre, Conseiller Technique Spécial, MPCE

Présentation 4 : Principes et Organisations des ateliers, M. Claude Grand Pierre, Conseiller Technique Spécial, MPCE

Support audiovisuel : Ordinateur, LCD Projecteur, Ecran projecteur

Organisation des Ateliers

Les présentations 2 et 3 ont constitués deux thèmes à débattre en atelier. Aussi, deux grands groupes d'ateliers ont été constitués par rapport à ces deux thèmes et subdivisés chacun en quatre sous-ateliers :

1. Groupe 1 : Diagnostic socio-économique du Département
 - Sous-atelier : Contraintes au Développement
 - Sous-atelier : Atouts et potentialités
 - Sous-atelier : Axes stratégiques d'interventions prioritaires
 - Sous-atelier : Actions prioritaires

2. Groupe 2 : Diagnostic Départemental de la Pauvreté
 - Sous-atelier : Education de base
 - Sous-atelier : Sante primaire
 - Sous-atelier : Accès à l'eau potable
 - Sous-atelier : Assainissement

Document de support : Tableau de bord du diagnostic socio-économique du Département Niveau d'accès aux services de base (Niveau de pauvreté départemental)

Après l'exposé sur les principes et Organisation des ateliers, les participants ont été conviés à prendre part à l'un de ces huit sous-ateliers, suivant les thèmes qui les intéressent et pour lesquels ils ont certaines connaissances. Les modérateurs et animateurs de certains ateliers ont été les Directeurs Départementaux sectoriels concernés et Directeurs régionaux d'ONG, par exemple Eau Potable : Directeur Régional du SNEP, Santé : Directrice Départementale de la Condition Féminine secondée par le Directeur Départemental Sanitaire Nord, Assainissement: le Directeur Régional du CHF, Contraintes au développement: Directeur Départemental des Cultes, Atouts et Potentialités: Directeur Départemental de l'Agriculture.

Au deuxième jour après un bref rappel des grands moments de la journée précédente, les participants des huit (8) sous-ateliers étaient invités à se réunir en deux grands groupes d'atelier pour une plénière des sous-ateliers. Cette dernière est un consensus et une validation au niveau du groupe des résultats sortis de chacun des sous ateliers. Ces discussions ont duré 2 heures. Un rapporteur a été choisi par chacun des

groupes pour exposer les résultats du groupe à l'autre groupe dans ce qu'on appelle le débat départemental sur les actions à entreprendre pour réduire la pauvreté.

Ces deux journées de travail ont été clôturées par un débat départemental autour des résultats de chacun des groupes de travail. Après de vives discussions un consensus départemental avait été trouvé autour des contraintes à lever, des axes d'interventions prioritaires et les actions prioritaires à entreprendre dans le département au cours de ces 3 prochaines années. Ces résultats sont présentés en annexes.

II.1.2. Fréquence

Environ de 200 personnes d'horizons diverses - Collectivités territoriales (Casecs, Asec, Maires, Délégués et Vice-délégués), Sociétés civiles, Système des Nations Unies, ONGS, Organisations de Base, Coopératives, Secteurs étatiques, la Presse, Secteurs religieux, Secteurs Universitaires - ont été consultés pendant ces deux journées, ce qui donne environ 400 consultations pendant ces deux jours. Voir liste des participants annexée.

Avant et après ces deux journées une série de rencontres a été effectuée avec le Président de la Chambre de Commerce, des Industries et Profession du Nord. Le Responsable de Tourinord, le Doyen de l'UNDP, les Directeurs Départementaux du MENFP, SNEP, MARNDR, Santé Publique, TPTC, Environnement, la Presse, la MINUSTAH, OXFAM, PROTOS, EAUCAP, OIM, EPPLS, etc.

Le document de support réalisé et distribué aux participants est basé sur le Livre Blanc du Département du Nord qui a été lui-même élaboré sur une base consultative à partir de tournées communales.

II.1.3 Lieu des consultations

Ces ateliers ont eu lieu au Cap-Haïtien, à Vagamer, Boulevard, Carénage. Les rencontres de planification, de consultations, de recherche d'information ont lieu dans les différentes Directions départementales, les représentations des ONGs et du système des Nations Unies SNU et aussi à la Direction Départementale de la Planification avec certains Titulaires de Mairie : Port-Margot, Plaine du Nord, La Victoire, Pignon, Bas-limbé

II.2 Principales questions évoquées et Point de vue des participants

Les principales questions évoquées et sur lesquelles on a demandé le point de vue des participants sont : le Diagnostic socio-économique du département et le Diagnostic de la pauvreté.

- Ont été abordés dans le premier point, des questions relatives au cadre géographique et physique du département, aux aspects socio-démographiques, au cadre légal et institutionnel, aux accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau courante, assainissement), aux infrastructures (routes, gares routières, ports et aéroports, énergie, télécommunication), aux aspects économiques (recettes fiscales et douanières, agriculture, élevage, pêche, commerce, industries, tourisme et

artisanat, mines et carrières), aux services (formels et informels), à l'habitat (Bidonvilisation liée à l'exode rural, type de maison, les bassins de population,

- occupation de sol), au domaine spatial (articulation de l'économie départementale autour de la ville du Cap-Haïtien, les autres pôles économiques du département : Limbé, St-Raphael-
- Pignon), aux contraintes au développement (des infrastructures inadéquates ou sous-équipement du Département, la faiblesse des institutions, l'absence d'un véritable aéroport international, l'insuffisance et l'inadéquation des services et équipements publics, la croissance spontanée des agglomérations, la pauvreté de la paysannerie ou du monde rural, l'absence de recherche-développement, la faiblesse /ou l'absence d'industrie de transformation des produits de base, la dégradation de l'environnement (des bassins versants), l'inorganisation du système de commercialisation des produits agricoles, la pression démographique, la dégradation du patrimoine historique et bâti et essoufflement du centre ville du Cap-Haïtien), aux grands axes stratégiques et actions (la relance de l'économie départementale, basée sur les potentiels du département et adaptée à son cadre écologie, la régénération et la protection des ressources naturelles, la dotation du département en infrastructures indispensables structurantes pour son développement socio-économique.
- Au second point, des questions relatives essentiellement au diagnostic départemental de la pauvreté (aspects théoriques, mesure de la pauvreté, situation des pays de l'Amérique latine et des caraïbes, situation haïtienne, la situation du Nord, objectifs poursuivis par la carte de pauvreté, les sources de données, construction des indicateurs, la situation et classification des communes du département par services de base)
- Les participants sont clairs sur les domaines où l'état doit accorder une priorité au niveau du Département au cours des 3 prochaines années. Les domaines du Tourisme (aménagement des principaux sites touristiques et historiques), agriculture (canal d'irrigation, matériel et encadrement technique), environnement et assainissement mais surtout Infrastructures (routes vicinales, secondaires, routes intercommunales), Education (une école primaire publique dans chaque section communale) Eau potable (captage sources dans toutes sections communales), ils souhaitent vivement avoir un officier d'état civil sinon dans chaque section communal, au moins une certaine présence au niveau de la section, un sous commissariat avec 5 à 6 policiers par section communale, ont été les principales revendications des participants. Voir tableau des résultats des ateliers présentés en annexes.

II.3 Evaluation de la satisfaction des participants

Le dépouillement du questionnaire-Guide de Participation montre que les participants sont globalement satisfaits. Des notes acceptables allant jusqu'à 10 sont accordées à l'organisation (accueil, sonorisation, documentation, aide visuelle, local, nourriture, etc.).

Par rapport aux présentations des intervenants, les notes oscillent entre 8 et 10. Les sujets débattus étaient bien compris et une note satisfaisante est accordée à la manière dont les débats ont été conduits.

II.4 L'impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP

La méthodologie participative adoptée en réalisant des consultations au niveau départemental pour conduire le processus a pour impact direct la sensibilisation, l'implication, l'appropriation et la recherche d'un consensus autour du DSNCRP d'une part, et assure la participation et la collaboration des divers partenaires impliqués directement ou indirectement dans le développement de cette partie du territoire. Cette approche garantit au document définitif un degré acceptable de fiabilité et fait de lui un cadre de référence et d'intervention pour tous les partenaires du développement.

II.5 Examen du rôle de la Société Civile

La société civile étant partenaire du secteur public dans la fourniture de services publics et des grandes décisions nationales a un rôle important à jouer dans le processus d'élaboration du DSNCRP, en s'y adhérant et aussi en y apportant sa totale collaboration parce que détentrice de savoir-faire, de compétence et de capitaux.

L'analyse des formulaires montre qu'elle peut assurer le suivi au niveau départemental des actions et interventions planifiées dans ce premier DSNCRP et pourra constituer avec l'ONPES un réseau d'observation du DSNCRP.

II.6 Désignation des représentants au Forum National

Sur une base démocratique les participants s'étaient réunis par catégories pour désigner leurs représentants au forum national, les résultats de ces concertations donnent les noms suivants :

Société civile : Me Wilbert O. Joseph
CASEC : M. Gracius Laguerre
Mairie : M. Fidel Riswick

III- COMMENTAIRES

Les ateliers ont été somme toute une réussite au niveau du Département, malgré la grève de deux jours lancée par les transporteurs en commun, les intéressés ont répondu en grand nombre à l'appel, en témoigne la présence de plus de 170 participants sur plus de deux cents invités au premier jour. Cette satisfaction aurait pu être totale si la Direction Départementale disposait d'un personnel adéquat répondant à ses compétences et attributions (elle dispose d'un Planificateur et d'un Agronome junior, formé en République voisine). La Direction serait plus à l'aise à conduire le processus si elle disposait du temps (l'échéancier était trop court), et des ressources financières

suffisantes (le montant alloué à la DDPN était trop petit) pour faire une tournée départementale, de façon à sensibiliser toute la population autour du processus, deux

banderoles seulement ont été déployées au niveau du chef lieu du département et une semaine de publicité seulement diffusée sur les ondes.

Même si la participation était d'un niveau qualitatif appréciable, on aurait pu avoir un plus grand nombre de têtes de pont, si on disposait du temps pour motiver, sensibiliser et trouver l'engagement d'une grande partie de la société civile à l'initiative.

Par rapport à la démarche, elle-même rien à reprocher. Cette approche donne un espace d'expression à la population elle-même. Elle propose des axes d'interventions et des actions à entreprendre, elle est partie prenante des solutions aux problèmes du département, c'est un acquis pour l'exécution future des actions planifiées dans le DSNCRP. Cette démarche a montré aussi la capacité de la DDPN à mobiliser des gens autour d'un processus et on a été étonné de voir la quantité d'informations et de données que gère cette Direction. Mais aussi le danger serait grand si rien n'est fait dans les trois (3) prochaines années, on ne pourra plus les mobiliser, ils ne prendraient plus la Direction au sérieux.

IV- ANNEXES

ANNEXE I

**RAPPORT GROUPE 1 : DIAGNOSTIC SOCIO ECONOMIQUE DU DEPARTEMENT DU
NORD**

Synthèse du groupe 1 : diagnostic socio-économique

Contraintes au développement

Le département du Nord fait face à de nombreuses contraintes au développement. Aussi, les participants ont-ils mis l'accent sur les plus significatives à savoir :

- Manque et absence d'infrastructures de base: voies de communication, services de santé, services éducatifs, services administratifs.
- Absence d'un plan départemental de développement;
- Centralisation administrative d'ou faiblesse des autorités locales et faiblesse institutionnelle;
- Faible niveau éducationnel ou académique dû à un fort taux d'analphabétisme, à un manque de formation technique, à un manque de formation continue;
- Faiblesse de la production agricole par manque d'encadrement technique et financier.

Atouts et potentialités

En dépit des contraintes au développement du Département du Nord énumérées ci-dessus, il n'en demeure pas moins que ce département présente de nombreux atouts et potentialités :

- Position géographique du département par rapport aux grandes routes maritimes et aux croisières;
- Sol apte à une agriculture diversifiée
- Sites et monuments historiques
- Sous-sol riche en minerais
- Régime pluvial et hydrographique abondant
- Ressources humaines qualifiées

Axes d'interventions prioritaires

Les participants à cet atelier ont identifié les six (6) axes d'interventions prioritaires suivants :

- Routes
- Tourisme
- Energie
- Education
- Environnement
- Sécurité
- Santé

Actions prioritaires

Les actions prioritaires dégagées des axes d'interventions identifiées pour le Département du Nord sont les suivantes :

- **Routes:** Amélioration et construction de routes en général, mais d'abord les routes menant vers les sites touristiques et les plages, puis les routes interdépartementales, intercommunales et les routes vicinales;
- **Tourisme:** Identification des produits touristiques, inventaire exhaustif des sites et plages, formation des cadres dans le domaine touristique (guides, hôteliers, restaurateurs); augmentation de la capacité d'accueil du département;
- **Energie:** augmentation de la production, protection du réseau par des mesures dissuasives, meilleure gestion, distribution départementale, diversification des moyens de production d'énergie;
- **Education:** Amélioration et construction d'écoles fondamentales, uniformisation des programmes, renforcement dans l'apprentissage des langues, création d'écoles techniques en rapport avec les besoins de l'industrie touristique et agroalimentaire;
- **Environnement/urbanisme:** Elaboration de lois-cadres relatives à la protection de l'environnement, au contrôle du développement des agglomérations et à l'occupation des sols, application de ces lois. Assainissement des rues, des marchés et des places.
- **Sécurité:** Unité de police dans chaque section communale, police routière, désarmement, un tribunal de paix et un officier d'état civil par section.- nécessité d'une réflexion au niveau parlementaire sur le problème de la sécurité et des organismes responsables.
- **Agriculture:** Encadrement technique et financier, irrigation, promotion de la traction animale et introduction progressive de la mécanisation, implantation d'industries de transformation agroalimentaire dans les plaines.
- **Administration:** Renforcement de la capacité de gestion des autorités locales, décentralisation.

ANNEXE II

**RAPPORT GROUPE2 : DIAGNOSTIC DE LA PAUVRETE DANS LE DEPARTEMENT DU
NORD**

Synthèse du groupe 2 : diagnostic de la pauvreté dans le Département du Nord

Au niveau de cet atelier, les participants ont surtout mis l'accent sur le niveau d'accès de la population à quatre (4) services sociaux de base (l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement) puis proposé des actions prioritaires visant à faciliter l'accès à la population :

EDUCATION

- 1- Carence d'écoles publiques de base dans les différentes communes et sections communales du Département

Actions prioritaires

- Création d'une école publique ou communautaire dans chacune des sections communales
- Encadrement
- Matériel didactique
- Equipement et réparation des immobiliers
- Programme de cantine scolaire
- Abolition du châtiment corporel
- Recyclage et Formation des maîtres
- Augmentation de salaire dans le secteur
- Nouvelles nominations
- Bibliothèque
- Lutte contre la corruption
- Pension pour les retraités

SANTE

- 1- Inaccessibilité des centres de santé dans certaines zones
- 2- Déficience du Personnel et Charlatanisme
- 3- Disparité de prix des services (les prix affichés des prestations de service et des médicaments ne sont pas uniformes dans tous les centres de soins)
- 4- Mortalité materno-infantile élevée
- 5- Indisponibilité de matériels et médicaments
- 6- Zoonose (maladie de charbon, rage)
- 7- Discrimination dans l'offre de soins
- 8- Personnel soignant irrégulier
- 9- Confusion entre le privé et le public
- 10- Grève répétée

Actions prioritaires

- 1) 1 dispensaire par section communale
- 2) Nouvelles nominations sur base de compétence
- 3) Diffusion et affichage des prix des services dans tous les centres de soins de santé
- 4) - Formation et encadrement des matrones
 - Nouvelles constructions de centre de maternité
 - Augmentation du nombre des agents de santé

- Résidence adéquate pour Médecins et Infirmières
- Prime d'éloignement
- 5) - Subvention
 - Bonne gestion
 - Sécurité
 - Contrôle de fabrication, des importations, et des ventes de médicaments
- 6) Partenariat entre le MSPP et l'Agriculture
- 7) Que la politique n'influence pas les soins de santé ?
- 8) Contrôle discipline au niveau du personnel
- 9) Abolition des services privés au niveau des hôpitaux publics
- 10) Création de noyaux d'urgence en cas de grève

EAU POTABLE

- 1- Confusion au niveau de la loi cadre institutionnel ?
- 2- Faiblesse d'orientation
- 3- Absence de mécanisme de fonctionnement
- 4- Faiblesse institutionnelle
- 5- Faiblesse au niveau des mécanismes de protection
- 6- Pratiques d'hygiène peu connues et peu appliquées par la population
- 7- Manque d'information technique

Actions prioritaires

- 1- Vote, promulgation, publication et mise en application de la loi.
- 2- Définition de choix stratégiques de développement du système d'eau potable et d'assainissement.
- 3- Mis en place des outils de gestion.
- 4- Identification des domaines de formation pour le SNEP et la Mairie.
- 5- Mis en place d'une politique de protection immédiate des sources, des bassins versants et des points d'eau en général, élaborer des plans d'opération et d'entretien des systèmes d'eau potable.
- 6- Sensibilisation de la population sur les pratiques d'hygiène et sur les incidences des maladies liées à l'eau et à l'assainissement.
- 7- Inventaire des ressources en eau exploitable
Inventaire des besoins
Réalisation d'études technique

ASSAINISSEMENT

- 1- Absence de coordination entre les institutions concernées
- 2- Explosion démographique
- 3- Méconnaissance et non application des lois régissant la matière
- 4- Inadéquation des infrastructures de base par rapport à la forte densité de population de certaines zones.
- 5- Absence ou collecte limitée de déchets solides
- 6- Absence de traitement des déchets de ménages, industriels, hospitaliers
- 7- Absence de poubelles et de points de collecte des ordures.
- 8- Multiplication de bidonvilles et manque de logements salubres

- 9- Abattage systématique des arbres, constructions anarchiques, mauvaises pratiques culturelles dans les mornes
- 10- Prolifération des matières en plastique sur les voies publiques dans les canaux, les ravins...
- 11- Importation anarchique de produits usagés
- 12- Exploitation anarchique des mines et carrières
- 13- Irrégularité d'allocation du pouvoir central aux collectivités

Actions prioritaires.

- 1- Renforcement des capacités des mairies à assurer la coordination
- 2- Déconcentration et Décentralisation, Promotion du planning
- 3- Renforcement des Mairies, de la Police et de la Justice, sensibilisation de la population
- 4- Infrastructure de base en corrélation à l'assainissement
- 5- Organisation de la collecte et élimination des déchets dans des sites de décharges contrôlés
- 6- Installation d'incinérateurs, valorisation des déchets
- 7- Détermination des points stratégiques de collecte, participation citoyenne, pose de poubelles appropriées
- 8- Création ou activation des services des officiers sanitaires, application des règles d'urbanisme
- 9- Reboisement, formation en matière de protection et de conservation de sol
- 10- Principe de pollueurs payeurs, mise en application mesures coercitives, sensibilisation, substitution des matières plastiques en matières bio- dégradables, recyclage, renforcement institutionnel
- 11- Contrôle et choix des produits à importer
- 12- Contrôle technique des sites d'exploitation
- 13 - Elimination des obstacles, pression légale sur le pouvoir central

Tableau 1 : Répartition du nombre des Participants par commune pendant les 2 jours

| | Jour1 | | | Jour 2 | | |
|------------------------|---------------|-----------|----------------|---------------|-----------|----------------|
| | Collectivités | | Société Civile | Collectivités | | Société Civile |
| | Mairie | Casecs | | Mairie | Casecs | |
| Cap-Haitien | 1 | 6 | 60 | 2 | 7 | 40 |
| Quartier-Morin | 3 | 2 | | | 1 | |
| Limonade | 1 | 4 | | | 2 | 2 |
| Milot | 2 | 3 | | 1 | 3 | |
| Acul du nord | 1 | 6 | | 1 | 3 | 6 |
| Plaine du Nord | 1 | 3 | | 1 | 2 | |
| Limbe | | 2 | 8 | | | |
| Bas-limbe | 1 | 3 | 5 | | 6 | 3 |
| Borgne | | 8 | | | 7 | |
| Port-margot | 1 | 2 | | | 6 | |
| Plaisance | 1 | | | 2 | 2 | |
| Pilate | 2 | 11 | 8 | 1 | 7 | 6 |
| Grande Rivière du Nord | | 2 | | 1 | 5 | |
| Bahon | | 2 | | 1 | 4 | 4 |
| Saint-Raphaël | 1 | | | | 3 | 1 |
| Pignon | | | 1 | 2 | 2 | 2 |
| Dondon | 1 | 1 | 4 | 1 | 2 | |
| Ranquitte | | | 5 | 1 | 3 | 4 |
| La victoire | | 1 | 4 | | | 2 |
| Total | 17 | 59 | 94 | 14 | 65 | 70 |

L'analyse de ce tableau montre que toutes les communes ont été valablement représentées, mais Cap-Haitien présentait la plus forte participation avec un ensemble de 67 participants sur 170 au premier jour et 49 au deuxième jour, (beaucoup de gens ne sont pas réinscrits au second jour), ce qui était à prévoir, la mobilisation a été plus massive au Cap-Haitien par rapport aux autres communes, les contraintes financières ont limitées la mobilisation et la sensibilisation au niveau des autres communes. Ensuite vient Pilate avec 21 représentants au premier jour et 14 au second jour.

Tableau 2 : Distribution du nombre des participants par catégories

| Catégories | Jour 1 | Jour 2 |
|---|---------------|---------------|
| Directions départementales et Services déconcentrés | 11 | 8 |
| Mairies | 17 | 14 |
| Casecs | 59 | 65 |
| Délégué et Vices-délégué | 10 | 7 |
| Autres | 73 | 55 |
| Total | 170 | 149 |

Ce deuxième tableau montre que les participants étaient composés de 44% d'élus locaux, soit 76 représentants de Mairies et Casecs sur 170 participants, et de 56% des représentants de la Société civile au premier jour. Au second jour, le pourcentage d'élus locaux composant l'assistance a augmenté de 9%, passant à 53%.

L'encadrement des ateliers était plus ou moins bien assuré avec la présence remarquable des représentants des Directions Départementales et des services déconcentrés et aussi du Délégué et des Vices-délégué, leur participation combinée donne 12% de l'assistance au premier jour et de 10% au second jour.

Ce tableau révèle aussi une diminution du nombre des participants au deuxième jour ceci est dû au fait qu'un grand nombre de participants ne sont pas réinscrits au second jour, donc le chiffre 149 comptabilisé au second jour ne reflète pas la quantité réelle de participants.

Tableau 3 : Distribution du nombre de participants par atelier

| Groupe 1 | Diagnostic Socio-économique |
|--|------------------------------------|
| <u>Sous-atelier : Contraintes au développement</u> | <u>10</u> |
| <u>Atouts et potentialités</u> | <u>10</u> |
| <u>Axes stratégiques prioritaires</u> | <u>20</u> |
| <u>Actions prioritaires</u> | <u>20</u> |
| Total | 60 |
| Groupe 2 | Diagnostic de la pauvreté |
| <u>Education</u> | <u>30</u> |
| <u>Santé</u> | <u>30</u> |
| <u>Eau</u> | <u>20</u> |
| <u>Assainissement</u> | <u>30</u> |
| Total | 110 |

On remarque un grand nombre de participants dans les ateliers sur le diagnostic de la pauvreté, 110 sur 170 au total, cet engouement à participer dans ces ateliers pourrait être expliqué par un faible accès au service de base au niveau du département.

ANNEXE III- TABLEAUX